

## Edition spéciale sur le 27e congrès annuel au Manoir Richelieu du 9 au 12 juin derniers

- Pour la première fois après quatre ans, le nombre de participants a dépassé 300
- Conférenciers et discussions en atelier conduisent notamment aux constatations et recommandations suivantes:
  - Ajustement des échelles fiscales du Québec sur celles des autres provinces
  - Une aide mieux adaptée aux petites et moyennes entreprises en milieu urbanisé
  - Formation d'un caucus de députés de la région de Montréal
  - Une mise en question du bien-fondé des politiques de développement régional
  - Reconnaissance du statut particulier des centres de recherche industrielle au Québec
  - Nécessité d'une approche différente des milieux d'affaires aux questions de main-d'oeuvre

*Trois cents personnes inscrites au 27e congrès: un record. Sans délaissier le moindre côté social et détente toujours apprécié, "il y avait dans l'air" cette année un désir manifeste d'échange d'idées, au-delà même des objets d'étude soumis à l'examen des congressistes. Les conférences ou "coups d'envoi" destinés à amorcer les discussions se sont révélés provoquants à souhait; la présence de députés de divers partis a ajouté une dimension nouvelle aux préoccupations habituelles des membres. En rétrospective, on peut regretter le temps trop limité réservé aux travaux en atelier, là où le plus grand nombre peuvent s'exprimer dans un processus plus interactif que celui de la séance plénière. Nous n'avons pas tout entendu ni retenu, et pour cause, car les "à côté" du congrès ont donné lieu semble-t-il à de nombreux échanges au sujet desquels plusieurs nous ont dit leur satisfaction.*

*En séance de clôture, messieurs Edgar Charbonneau, Raymond Cyr et Pierre Lortie ont exprimé ce qui leur paraissait se dégager des travaux du congrès. Une synthèse de leurs propos est publiée dans les pages intérieures de cette édition consacrée au congrès. Les activités sociales furent aussi un succès et ont soulevé l'enthousiasme des congressistes. Le succès du congrès repose sur le travail bénévole de plusieurs membres de la Chambre. Il repose aussi sur les donateurs et les commanditaires. C'est avec reconnaissance que nous publions leurs noms en dernière page de cette édition spéciale.*

## Montréal, le rythme du Québec... Montréal, au rythme de l'Amérique du Nord

Il y a un sentiment prévalent à la Chambre que Montréal marque le rythme du Québec, et que depuis quelques années déjà ça ne tourne pas très bien.

Dans un contexte marqué par l'intervention gouvernementale au titre du développement régional, tant au plan canadien que québécois, la Chambre a résolu lors de son congrès de 1976 de mener des actions ordonnées à retirer le maximum pour Montréal des divers programmes, d'où notre proposition d'alors sur les ententes auxiliaires, que nous maintenons toujours comme un premier redressement d'une situation qui défavorise Montréal.

Mais un doute persistant demeurerait sur la validité même des approches actuelles au développement régional, notamment quant à leurs effets sur le développement de la région montréalaise. En consacrant une session du présent congrès à ce sujet, la Chambre n'envisageait pas de disposer "une fois pour toute" de la question, mais plutôt de réfléchir un peu pour son propre compte sur ces concepts et ces réalités qui sont les préoccupations quotidiennes de ses interlocuteurs gouvernementaux, dont les interventions bien intentionnées et coûteuses semblent relativement peu déterminantes, quant elles n'engendrent pas frustration ou confusion.

Les discussions et travaux du congrès à cet égard n'apportent certes pas de conclusions; on peut légitimement penser cependant que tous les participants en sortent avec des perceptions nouvelles et utiles. Ainsi, s'il paraît futile de penser que les objectifs politiques poursuivis dans la mise en oeuvre de programmes de développement régional seront complètement mis de côté par les divers ordres de gouvernement, il n'est pas interdit de penser que ces programmes puissent se voir assigner des objectifs moins ambitieux et plus réalistes, notamment en ne visant pas à maintenir artificiellement des situations "contre-nature".

Dans cette perspective, la Chambre pourrait, et sans doute devrait, maintenir une pression publique constante sur les projets qu'elle favorise, et ces projets eux-mêmes devraient probablement être fonction de leur capacité de maximiser les avantages comparatifs de Montréal, ou encore, être de nature à combler une carence notoire dans les structures de l'économie d'une métropole qui doit être en mesure de concurrencer non pas Matane, Chicoutimi, Trois-Rivières ou Québec mais

bien Toronto, Vancouver et les grands centres du Nord-est américain.

- Une des façons d'arriver à ce résultat, c'est de laisser au moins "une chance égale" à Montréal en cessant de la considérer comme "trop grosse" et déséquilibrante pour le Québec (un peu comme lorsque l'on oppose sport de masse et participation à préparation d'une élite sportive de calibre olympique, l'une et l'autre de ces dimensions étant en fait interdépendantes).
- Une autre façon est d'amener les députés de la région montréalaise à agir de concert dans les intérêts de la région, de toute la région, et non seulement en fonction d'une circonscription, ou d'un ensemble de circonscriptions identifiées à des clientèles électorales particulières. Les problèmes de la région sont le plus souvent à l'échelle de la région et c'est dans cette perspective qu'il convient de les considérer. Le congrès de l'an dernier en était venu à cette conclusion, et la présence de députés de divers partis au présent congrès constitue un développement appréciable, d'autant plus qu'on peut comprendre qu'ils sont disposés à agir de concert en ce qui regarde les problèmes de Montréal et qu'ils voudront maintenir les échanges avec un organisme comme la Chambre. Ayant trouvé de nouveaux interlocuteurs disponibles, la Chambre vaudra sans doute donner suite au cours du prochain exercice, selon des modalités à déterminer.

\* \* \*

- En ce qui concerne les travaux en atelier, il serait exagéré de prétendre qu'il s'en dégage un grand nombre d'indications très nettes. Dans les limites de temps imparties à la discussion de sujets tels que la recherche industrielle et la main-d'oeuvre, on n'a exploité que superficiellement les données et considérations consignées dans les dossiers du congrès; il semble avoir été plus facile de faire le point sur les "évidences" qui ressortaient des dossiers sur la fiscalité et la P.M.E. Dans l'un et l'autre cas les commentaires et les suggestions recueillis par les animateurs, dûment consignés dans les rapports des quatre groupes d'ateliers, serviront à étoffer le programme de la Chambre en 1977-78.

Ainsi, la Chambre devrait sans doute pousser plus avant ses rapports nouveaux avec les milieux de la recherche indus-

## Montréal, le rythme du Québec... Montréal, au rythme de l'Amérique du

trielle. En matière de préoccupations touchant la main-d'oeuvre et la productivité, le dossier ne révèle pas une situation catastrophique; des suggestions ont été formulées, en atelier, sur des mesures que les milieux d'affaires pourraient prendre pour saisir le public et divers interlocuteurs des contraintes dans lesquelles ils opèrent. Il y a là matière à concertation entre associations représentatives des milieux d'affaires.

- Les deux ateliers qui ont répondu à la question posée sur le salaire minimum se sont dits d'accord avec la proposition du Conseil économique du Canada: *"Nous recommandons que, dans le cadre d'une stratégie visant à réaliser le plein emploi, les ministres du travail des provinces où le chômage est élevé s'efforcent d'en arriver graduellement à une situation où le salaire minimum dans ces provinces ne serait pas plus élevé que dans les provinces où le taux de chômage est inférieur à la moyenne"*.
- Ceux qui ont répondu à la question 2(a) *"Que d'ici trois ans, le fardeau fiscal d'un individu (ou d'une entreprise) québécoise se rapproche davantage de celui qu'il (elle) aurait à supporter s'il (elle) était en Ontario"*, dans le dossier de la fiscalité se sont dits d'accord. On tendrait effectivement sur cet objectif si le Québec adoptait les mesures mises de l'avant par le ministre MacDonald le 31 mars 1977. Il s'agit de mesures relativement peu onéreuses en termes de pertes de rentrées fiscales alors que les agents économiques productifs s'en sentiraient appréciablement soulagés (les inventaires par exemple...), en plus de cesser de se percevoir comme des "handicapés" par rapport à leurs concurrents des autres provinces, où ces dispositions s'appliquent déjà.
- Quant à l'aide à la P.M.E., il y a accord avec la proposition formulée sous forme de question à l'item no 2: *"Est-ce que les règles de financement des organismes publics ne devraient pas tenir compte du fait qu'à Montréal, les petites et moyennes entreprises ont tendance à louer leurs locaux, plutôt qu'à en faire l'acquisition?"*
- La session sur l'évaluation du "risque politique" n'a certes pas apporté de conclusion. Elle nous semble cependant avoir permis le commencement d'une expression d'opinion, très libre, spontanée, et donc nécessairement pas très organisée et

cohérente. C'était carrément de l'ordre de "l'expression d'opinion", à partir des expériences et des préoccupations, voire des perspectives différentes des participants selon qu'ils sont impliqués dans les milieux d'affaires (déjà bien diversifiés) ou dans la vie publique comme députés de l'un ou l'autre ordre de gouvernement.

- Comme dans d'autres secteurs occupationnels de la société, il y a ceux parmi nous qui pensent que les milieux d'affaires francophones ont acquis depuis quelques années déjà des marges de manoeuvre et des moyens d'action sensiblement supérieurs à ceux dont nous disposions antérieurement; sans prétendre que ce nouvel état de chose, plus favorable, se soit matérialisé sans rien devoir à l'action de l'Etat et des partis politiques qui tentent d'articuler les aspirations collectives, les tenants de cette "école de pensée", si l'on peut ainsi parler, redoutent que les gouvernements interviennent à tout propos et indûment dans la marche de l'économie et qu'ils "institutionnalisent" en quelque sorte, à divers plans, un régime "protectionniste". C'est sans doute un peu ce qu'ont voulu dire les hommes d'affaires qui ont pris position publiquement, à titre individuel, au sujet du projet de loi no 1 en l'occurrence; groupe ou l'on retrouvait plusieurs membres de la Chambre de commerce de Montréal.

D'autres parmi nous, probablement moins nombreux, misent davantage sur le "leadership" de l'Etat, pour ne pas dire sur un certain "régime de protectorat". Rien d'anormal à ce que l'évaluation de la conjoncture ne soit pas uniforme; il est essentiel cependant que l'on se dise ouvertement, dans des "dialogues à plusieurs voix", ce que l'on se dit habituellement "bilatéralement" et en "apartée".

\* \* \*

S'il est une conclusion générale qui se dégage des travaux du congrès - et le président de la Chambre l'a relevée - c'est que les membres présents désirent que leur organisme participe pleinement aux grands débats de l'heure et qu'il fasse valoir en toute occasion, par les meilleurs moyens à sa disposition, les valeurs fondamentales qui sous-tendent notre régime socio-économique ainsi que les réalisations qu'il permet, comme celle de placer la population du Québec au 12e rang parmi les populations au monde qui jouissent des plus hauts niveaux de vie, ainsi que le rappelait le Premier ministre Lévesque à l'occasion du "Sommet économique".



DEP PERIODIQUES BIBLIO NAT901  
1700 RUE ST-DENIS PQ H2X 3K6  
MONTREAL

Canada Post Canada  
Postage paid Port payé

Third Troisième  
class classe  
AOM MO5  
Lachine

COMMERCE MONTREAL  
La Maison du Commerce  
1080, côte du Beaver Hall  
Montréal H2Z 1T1  
Tél. 866-2861

## Les donateurs de cadeaux

Samson, Bélaïr & Associés  
La Brasserie Labatt Ltée  
J.A. Béland  
Alliance, Compagnie Mutuelle d'assurance-vie  
Union Régionale de Montréal des Caisses  
Populaires Desjardins  
Sun Life du Canada  
Chagnon (1975) Ltée  
Les Artisans Coopvie  
Banque de Commerce Canadienne Impériale  
Place Howard Johnson  
Opex Communication Télé-Média  
Edgar Charbonneau bijoutier  
Expos de Montréal  
Compagnie Internationale de Papier du  
Canada  
Désourdy Construction Ltée  
Impérial Tobacco Ltée  
Harpell's Press  
Médiarama  
Artic Sports Products Ltd.  
Claude Néon Ltée  
Arcon Canada  
Hôtel Le Reine Elizabeth  
R. Foisy Ltée  
Wesco Canada Ltée  
Société d'électrolyse et de chimie Alcan  
Bonaventure Chevrolet Oldsmobile  
Gagnair Consultants Ltée  
Gervais Chaise et Table

Standard Electric Cie Inc.  
Hébert Lumber Ltée  
Brights Wines Limited  
Lalonde Valois Lamarre Valois & Ass. Inc.  
Compagnie Miron  
Gescan  
Ciments Canada Lafarge Ltée  
G. Leveau Ltée  
Fédération des producteurs de lait du Québec  
La Compagnie T. Eaton Ltée  
Le Groupe SNC  
La Brasserie Molson du Québec Ltée  
NEDCO (1975) Ltée  
The Reader's Digest Association (Canada) Ltd  
Val Royal, LaSalle Limitée  
GTE Sylvania Canada Corporation  
Shell Canada  
Restaurant Le Toit Rouge  
Joseph E. Seagram & Sons Ltd  
Sidbec-Dosco  
Bell Canada  
Union Electric Supply Co. Limited  
Bureau des Tarifs du Québec Inc.  
Canadien National  
Robic, Robic & Ass.  
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée  
Hôtel Bonaventure  
Restaurant La Lucarne  
Consolidated-Bathurst Limitée  
St-Arnaud Bergevin Ltée

Canron  
BG Checo  
La Compagnie J.B. Rolland & Fils  
La Banque Provinciale  
Lalande Tétreault & Ass.  
Thérien & Frères  
Claude Trinque, avocat  
Cégelec Ind. Inc.  
Philips Electronique Ltée  
Northern Télécom  
Institut de culture physique  
Desjardins Ducharme Desjardins  
Bourque & Pratte  
Quo Vadis  
Pro Design  
Impérial Tobacco Ltée  
Publi-Marketing Inc.  
Steinberg Ltée  
Publicité Cogem  
Canada Dactylographe  
Armand Valois, fleuriste  
Courchesne Larose Limitée  
National Drug Beauty Canada - Agence T.M.M.  
La Banque Royale  
Xérox du Canada  
La Poulette Grise  
Lapalme Transport  
Sogemec  
Pierre DesMarais Inc.

## Nos remerciements à nos généreux commanditaires

Banque Canadienne Nationale  
Banque d'Épargne de la Cité et du district  
de Montréal  
Banque Provinciale  
Banque Royale  
La Sauvegarde, compagnie d'assurance sur  
la vie  
Sogemec  
Bureau de tourisme jamaïcain

Chambre de commerce de Montego Bay (Jamaïque)  
Union Régionale de Montréal des Caisses  
Populaires Desjardins

Air Canada pour deux billets Montréal-Paris  
Gagnante: Mme Victoria Hudon

Agence de voyages Atlantic-Pacific Travel  
et Tours Inc.

et  
la Compagnie Maritime Costa Line Inc. pour  
une croisière (deux personnes) de quatre  
jours pour Miami-Nassau-Freeport  
Gagnante: Mme Gilberte Vincent

Ministère de l'industrie et du commerce  
du Québec  
Ministère de l'expansion économique  
régionale du Canada

**COMMERCE MONTREAL est l'organe officiel de la Chambre de commerce du district de Montréal**



**Le bureau de direction 1976-1977** Edgar Charbonneau, président — Jean Tétreault — J.V. Raymond Cyr —  
Guy J. Desmarais — Yves Guérard — Maurice Macé — Maurice Sauvé — Jacques Douville — Dan V. Pleshoyano.

**Le conseil d'administration:** David Belhumeur — Guy Bernier — Jacques Carrière — Jacques Deschênes —  
Yves Graton — Albert Hudon — Michel Lavoie — Raymond Lemay — Pierre Levasseur — Guy Marinier — Claude  
Michaud — Raymond Morcel — J. Michel Paris — Vincent Rémillard — Jean H. Richer — Laurette Robillard  
— J.-G. St-Jacques.

**Le secrétariat:** Claude Beaugrand, directeur général.

La Chambre de commerce du district de Montréal, 1080 côte du Beaver Hall, Montréal, Qué. - H2Z 1T1

ISSN 0318 - 4560